

## Burundi : Buyoya lance un appel aux garants de l'accord de paix

@rib News, 09/03/2019 Source AFPL ex-président burundais Pierre Buyoya, mis en cause dans l'assassinat du premier président hutu démocratiquement élu au Burundi, vient de contre-attaquer en demandant aux « garants » de l'accord de paix d'intervenir pour le sauver.

Dans une correspondance datée du 1er mars parvenue à l'AFP samedi, il s'adresse « particulièrement » au ougandais Yoweri Museveni en sa « triple qualité de médiateur dans le dialogue interburundais, d'ancien président de l'initiative régionale pour la paix au Burundi (â€) et de garant de l'accord » de 2000, ainsi qu'aux autres garants de l'accord de paix en Afrique du sud, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, l'ONU, l'Union africaine et l'UE. Ce texte de 9 pages a été transmis à l'AFP par un diplomate africain. « En effet depuis 2015, le président Pierre Nkurunziza a entrepris de violer l'accord d'Arusha et la Constitution qui en découlait », a accusé M. Buyoya, assurant que « la conséquence est que de nos jours mon pays connaît une crise politique, aggravée par une violation massive et quotidienne des droits de l'homme, et une instrumentalisation de la justice afin d'abattre tous ceux qui, de près ou de loin, sont considérés comme des opposants ». M. Buyoya exhorte donc tous les garants de l'accord d'intervenir « uniquement en usant de leur disposition pour redresser le tort qui est en train d'être infligé au peuple burundais et faire revenir la raison le président Nkurunziza ». Le Burundi a lancé le 30 novembre 2018 un mandat d'arrêt international contre M. Buyoya, 11 gradés de haut rang des forces de sécurité et cinq de ses anciens proches collaborateurs civils, pour leur rôle présumé dans l'assassinat de M. Melchior Ndadaye. Cet assassinat avait été l'origine d'une guerre (2006) qui a fait plus de 300.000 morts et opposé l'armée, alors dominée par la minorité tutsi (14% de la population), rebelles hutu (85%). « Malgré les efforts (â€) pour amener le gouvernement de Nkurunziza à dialoguer avec son opposition, ce dernier a refusé cette démarche, infligeant ainsi l'humiliation aux pays voisins, au dialogue et à la communauté internationale qui avaient généralement soutenu ce processus », a-t-il critiqué. « Qui croira encore à un accord de paix si les pays où les organisations internationales s'investissent dans le règlement des conflits, ne parviennent pas à faire conclure un accord de paix, s'abstiennent d'en assurer l'exécution quand une partie ou l'autre vient à le violer? », a interrogé M. Buyoya. Le major Buyoya, un Tutsi, avait été porté au pouvoir par l'armée en 1987. Il avait cédé sa place à Ndadaye, un Hutu, élu en juillet 1993. Il était ensuite revenu au pouvoir entre 1996, à la faveur d'un nouveau putsch, avant de le céder en 2003.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});